

Vers une réconciliation ? Suite : visite du Président Yoon à Tokyo.

Jean-Yves Colin

N#2023-03

20 Mars 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Vers une réconciliation ? Suite : visite du Président Yoon à Tokyo

Jean-Yves Colin

20 Mars 2023

En tirant le 16 mars un nouveau missile balistique vers la mer du Japon (le 6ème depuis le début de 2023, qui s'ajoutait à deux missiles de courte portée le 14 mars), la Corée du Nord a salué la visite de deux jours du Président sud-coréen Yoon Suk-yeol à Tokyo et sa rencontre avec le Premier Ministre (PM) Kishida Fumio... à sa manière et en leur offrant comme « sur un plateau » un sujet d'accord aisé.

Cette visite des 16 et 17 mars a fait suite au discours du 1er mars dernier au cours duquel le Président Yoon a engagé une politique de réchauffement des relations entre son pays et le Japon, et de celui du 6 mars de son ministre des Affaires étrangères, Park Jin, qui a proposé un dispositif d'indemnisation des travailleurs forcés dans des entreprises nippones pendant la période coloniale (cf. Brève du 8 mars dernier).

Il s'agit d'une visite importante, la première depuis celle du Président Lee Myung-bak 12 ans auparavant. Le Président sud-coréen était accompagné de son épouse Kim Keon-hee. Après la rencontre avec le PM nippon, un dîner officiel a été organisé, suivi d'un « after » qui aurait inclus un « omerice » (riz dans un omelette, plat familial apprécié par Yoon Suk-yeol), occasion d'un entretien en tête-à-tête destiné à favoriser une entente personnelle ; de même, son épouse et celle du PM, Kishida Yuko se sont réunies. Il était aussi accompagné d'une délégation d'homme d'affaires. Diverses rencontres ont été organisées, avec les parlementaires et les groupes parlementaires d'amitié, des étudiants japonais, des représentants des milieux d'affaires et de la communauté coréenne de Tokyo.

Force est de reconnaître que le Président Yoon a montré une extrême bonne volonté à l'égard du Japon.

Avant son départ pour Tokyo, il a réuni ses ministres pour leur demander de travailler sur des projets de coopération nippo-coréens. Au cours d'un long entretien avec des journalistes du quotidien japonais Yomiuri, il a évoqué ses souvenirs de jeunesse, rappelant ses voyages à Tokyo où son père était en 1966 puis en 1982 professeur à l'université Hitotsubashi, ses passages à la gare de Ueno et le quartier de Kunitachi, fait part de ses plats préférés de cuisine japonaise et indiqué que les japonais lui sont alors apparus comme « honnêtes » et « précis ». En outre, il a montré aux journalistes des photos de lui et de ses chiens comme pour souligner sa différence avec Moon Jae-in, son prédécesseur, qui a rendu ceux qui lui avaient été offerts au motif qu'il ne pouvait les nourrir...

A Tokyo, outre les réunions, dîner et entretien privé avec Kishida Fumio, il a rencontré les principaux leaders politiques : deux anciens PM, d'une part Aso Taro, désormais vice-président du Parti Libéral Démocrate (PLD), président du comité de coopération Japon-Corée et ancien

très proche de Abe Shinzo, d'autre part Suga Yoshihide, devenu tout récemment président du groupe parlementaire Japon-Corée et ex-porte-parole de Abe Shinzo, mais aussi Yamaguchi Natsuo, président du Komeito allié du PLD, et Izumi Kenza, président du Parti Démocrate Constitutionnel, principal parti d'opposition. Ce dernier lui a fait part de son intention de se rendre en Corée pour rencontrer l'opposition coréenne. Le Président Yoon s'est aussi entretenu avec Obuchi Yuko, fille de l'ancien PM Obuchi Keizo ; sa déclaration commune de 1998 avec le Président Kim Dae-jung, sert de référence mémorielle pour les deux pays en termes d'excuses du Japon et est actuellement rappelée avec insistance des deux côtés.

Accompagné du président de la fédération des industries coréennes (FKI) et de plusieurs patrons de grandes entreprises de son pays, notamment Lee Jae-yong président de Samsung Electronics et Chey Tae-won président du Groupe SK, le Président Yoon a pu, au cours d'une table-ronde, échanger avec onze dirigeants d'entreprise, dont Tokura Masakazu, président de Sumitomo Chemical et actuel responsable du Keidanren, le patronat nippon, et Yasunaga Tatsuo, directeur général de Mitsui & Co. Ce fut l'occasion pour lui d'évoquer des pistes de coopération industrielle, en citant en particulier l'économie numérique, les semiconducteurs, les batteries de haute technologie et les véhicules électriques. Les deux communautés d'affaires et le Président Yoon ont naturellement évoqué le projet commun du FKI et du Keidanren de fonds commun pour le futur. Le président du Keidanren l'a qualifié d'« opportunité en or à ne pas manquer » pour consolider la coopération entre les deux pays et sécuriser les chaînes d'approvisionnement (« supply chains ») menacées, selon les participants, par l'instrumentalisation militaire des ressources.

Au cours de la réunion entre le Président coréen et le PM nippon, ce dernier a souligné « le besoin urgent de renforcer leurs relations compte tenu de l'actuel environnement stratégique » et rappelé la déclaration Obuchi-Kim de 1998 faisant état du « remords profond » et des « excuses sincères » du Japon pour la période coloniale de 1910 à 1945. Le PM Kishida, selon l'agence de presse nippone Kyodo, aurait mentionné le cas des femmes de réconfort et l'accord de 2015 entre la Présidente Park et le PM Abe, en rappelant qu'il avait été suspendu et non annulé par le Président Moon en 2017, et donc susceptible d'application. Les deux dirigeants ont décidé de normaliser complètement l'accord (connu en anglais sous l'acronyme GSOMIA) de partage d'informations militaires relatif aux menaces nord-coréennes ; cet accord signé en 2016 avait également été suspendu en 2019 par le Président Moon à la suite des restrictions d'exportation décidées par le Japon, elles-mêmes dues aux tensions concernant une éventuelle indemnisation des travailleurs forcés. Avant même que le Président Yoon quitte Tokyo, le ministère de la défense de Corée du Sud s'est rapproché de celui, coréen, des affaires étrangères pour enclencher ce processus d'échange d'informations. Par ailleurs, les deux pays ont décidé de mettre un terme aux contentieux en cours à l'OMC et restrictions d'exportations de produits industriels clés, à la grande satisfaction des milieux d'affaires coréens et nippons. Les deux dirigeants ont enfin réitéré leur volonté de renforcer la coopération trilatérale avec les Etats-Unis en réaction aux missiles nord-coréens.

S'agissant des travailleurs forcés, le Président Yoon a déclaré « avoir toujours pensé que son

gouvernement doit montrer de la sagesse et résoudre cette question » et que « certaines forces essaient d'utiliser les relations nippo-coréennes à des fins domestiques, ce qui n'est pas approprié à l'intérêt national ». Il est très clair qu'il veut tourner la page de ce sujet de tension, quitte à le faire seul.

Enfin le PM Kishida aurait, selon des rumeurs de presse, rappelé au président sud-coréen la revendication nipponne sur les îlots de Takeshima / Dokdo sans qu'on sache ce qu'aurait répondu le Président Yoon mais il est plus que probable qu'il aurait lui-même réitéré la souveraineté coréenne. En revanche le ministère coréen des affaires étrangères dément qu'il en ait été le cas, de même que des femmes de réconfort. En pratique, pour faire taire tout début de polémique, le ministre coréen des affaires étrangères a indiqué qu'il est « inapproprié de divulguer le contenu du sommet en détail ».

Au total, les deux dirigeants souhaitent ouvrir un « nouveau chapitre » des relations entre le Japon et la Corée du Sud et reprendre leurs visites réciproques. Si leur volonté est certaine, chacun d'eux doit faire face à une opposition. En Corée, elle est à la fois politique et enracinée dans l'opinion publique ; au Japon elle est probablement plus politique, voire interne au PLD. Elle est plus risquée pour Yoon Suk-yeol que pour Kishida Fumio.

A Séoul, les sondages d'opinion montrent qu'entre 50 et 60 % de l'opinion publique est hostile au plan d'indemnisation annoncé le 6 mars. Nombre d'associations et d'activistes continuent d'exiger une indemnisation directe et de nouvelles excuses japonaises, celles du passé n'étant jamais jugées suffisamment sincères. Trois possibles récipiendaires d'indemnisation ont exprimé leur refus d'être ainsi indemnisés. De leur côté les parlementaires du Parti Démocrate parlent de « diplomatie humiliante » et le responsable du parti, Lee Jae-myung, menacé par les procureurs, entend bien en profiter pour rebondir. C'est d'autant plus important pour lui que le rejet de son mandat d'arrêt par l'Assemblée nationale n'a pas rassemblé la totalité des parlementaires de son parti (cf. Brève du 2 mars) et que quelques jours plus tard son ancien directeur de cabinet s'est suicidé ; il aurait apparemment laissé un texte de six pages faisant état des pressions qu'il a dû supporter et de son souhait de voir Lee Jae-myung abandonner la politique.

A noter que parmi les obstacles que ses opposants mettent sur le chemin du Président Yoon, figurent les enquêtes relatives à son épouse. Les procureurs avaient soupçonné de corruption Kim Keon-hee au motif que sa société Covana Contents – dont elle a démissionné en 2022 - a organisé des expositions parrainées par plusieurs conglomérats et qu'ils envisageaient un lien avec la position de son époux, alors Procureur général ; après enquête, début mars ils ont abandonné leurs poursuites. Le Parti démocrate a déposé quelques jours plus tard une proposition de loi relative à des soupçons de manipulation du prix des actions du distributeur automobile Deutsch Motors, dont elle aurait pu bénéficier. En 2022, un projet similaire avait été lancé, incluant des soupçons de falsification de diplômes universitaires, accusation non-reprise en 2023.

Dans un genre plus anecdotique – mais qui souligne que tout peut être utilisé à des fins politiques – des rumeurs ont mentionné l'éventuel recours à des pratiques cartomanciennes à l'occasion

de la relocalisation de la résidence présidentielle. Le palais présidentiel a porté plainte ; ces rumeurs visent le Président Yoon, soupçonné de proximité avec les pratiques chamaniques persistantes en Corée.

Au Japon, c'est plutôt l'autorité de Kishida Fumio sur le PLD, qui est en jeu. L'ancien PM Abe Shinzo a dirigé le gouvernement pendant 8 longues années et maintenu une emprise forte sur le PLD. Sa succession - y compris à la tête de sa faction - est difficile et son successeur immédiat Suga Yoshihide n'a pas tenu plus d'un an. Si le PM actuel semble plus solide, il n'en est pas moins en butte aux courants les plus conservateurs du PLD. Des épisodes récents comme ceux du mariage homosexuel – approuvé par près des deux tiers de l'opinion publique japonaise – et des remarques sexistes d'un de ses collaborateurs proches ont souligné sa fragilité ; dans le premier cas il a été contraint d'exprimer ses inquiétudes en rappelant que la constitution ne reconnaît que le mariage d'un homme et d'une femme ; le second a posé la question de son autorité sur ses plus proches collaborateurs. Les plus nationalistes et conservateurs du PLD considèrent qu'on ne peut faire confiance à un pays qui a renié sa parole en 2017, que le Japon doit rester très ferme sur le principe d'un accord définitif de 1965 et que tant que la Corée n'aura pas abandonné tous ses griefs à l'égard du Japon, aucune entente n'est vraiment possible. Beaucoup d'entre eux, en réalité, n'acceptent pas la mise en cause du Japon colonial... C'est pourquoi Kishida Fumio avance précautionneusement dans ses déclarations et s'appuie sur deux proches de Abe Shinzo, Aso Taro et Suga Yoshihide pour l'emporter sur les forces hostiles ou réservées au sein du PLD.

Le Président Yoon et le PM Kishida ayant décidé de reprendre les visites réciproques qui ont été suspendues pendant douze ans, une prochaine étape sera la visite du PM japonais à Séoul. Aucune date n'a été fixée même si la fin mai après le sommet du G7 de Hiroshima – où Yoon Suk-yeol pourrait être invité - a été envisagée par la presse ; Kishida Fumio a prudemment parlé d'un déplacement à Séoul le « moment opportun » lors de leur conférence de presse commune.

Le réchauffement des relations entre Tokyo et Séoul est donc lancé et sans doute prendra du temps. Il comportera, comme une symphonie musicale, des mouvements rapides et d'autres lents, avant de parvenir à une véritable réconciliation... en espérant que les péripéties politiques intérieures ne le feront pas trébucher.

Dans l'immédiat, après le président sud-coréen c'est au tour du chancelier allemand d'être accueilli par le PM japonais ; il est accompagné du ministre allemand de la défense qui a rencontré son homologue nippon en vue notamment d'organiser des exercices conjoints et des accords de ravitaillement. Puis Kishida Fumio se rendra en Inde pour promouvoir un Indo-Pacifique libre et ouvert, et y relancer un processus engagé il y a déjà plusieurs années par l'ancien PM Abe Shinzo. Alors que le Japon a beaucoup investi pour faire de l'Inde, partenaire comme le Japon du Quad aux côtés des Etats-Unis et de l'Australie, un élément essentiel de la stratégie visant à contenir la Chine, une certaine déception est apparue à Tokyo, accentuée par l'opportunisme ou l'ambiguïté de l'Inde depuis la crise ukrainienne. Quant au Président Yoon Suk-yeol, il sera fin mars au second sommet pour la démocratie à Washington. Sans doute Pékin

conclura-t-il de tous ces événements que les Etats-Unis et leurs alliés d'Asie du Nord poursuivent méthodiquement leur politique de l'encerclement et d'étouffement de la Chine, et Pyongyang sera-t-il conforté dans son sentiment de citadelle assiégée et sa politique de lancement périodique de missiles, le dernier de courte portée ayant eu lieu le 19 mars vers la mer du Japon, au lendemain du retour du Président Yoon à Séoul et au moment des grandes manœuvres américano-coréennes « Freedom Shield » et des manœuvres aériennes nippo-américaines du 19 mars.